

Otages : la loi des hezbollahis

Sous le regard méfiant des « Fous de Dieu » qui n'obéissent à personne, Nabih Berri, qui obéit à la Syrie, joue la partie la plus dangereuse de sa carrière : il y va de la vie de quarante Américains

Imad a décidé de se laisser pousser la barbe. Pas par goût ou par conviction, comme la plupart des jeunes musulmans de Beyrouth-Ouest. Non. Il aimerait seulement gommer ces deux boursouflures violettes qui déforment sa pommette droite, deux cicatrices toutes fraîches recousues à gros points par un mauvais chirurgien.

C'était le 19 juin, à Chatila, la bataille des camps : un combattant palestinien embusqué l'attend à l'entrée d'un tunnel. Sur le moment, Imad n'a pas ressenti la douleur. La balle pénètre sous l'œil et ressort par la tempe. D'une rafale, il a le temps d'abattre son adversaire. Ensuite, un flot de sang voile son regard et sa mémoire. Reste l'image du Palestinien : « *Il avait mon âge.* » Chiïte, milicien, Imad a vingt-cinq ans, la barbe naissante et les yeux encore fiévreux : un miraculé en convalescence.

Depuis l'âge de dix-sept ans, de batailles en blessures, il a choisi de vivre en sursis. Au nom d'Amal, dans son village de Kfar Chima, près de Beyrouth, les chiïtes parlaient déjà du « *mouvement des déshérités* » lancé par l'imam Moussa al-Sadr. Amal, « l'Espoir » pour une communauté oubliée, reléguée au bas de l'échelle confessionnelle. Imad rejoint le mouvement. Dans la montagne, l'entraînement militaire, assuré par d'anciens cadres de l'armée libanaise, dure six mois. A la sortie du camp, l'adolescent prend la responsabilité d'un groupe de quarante hommes spécialisés dans les explosifs. Depuis, il n'a jamais cessé de se battre. « *Je suis d'abord libanais puis chiïte. Seuls les Libanais ont le droit de porter les armes ici. Ces derniers temps, les Palestiniens, déjà responsables de l'invasion israélienne, recommençaient à s'équiper militairement dans les camps. Insupportable !* » Alors, Sabra et Chatila et Bourj el-Brajneh, au nom du Liban ? Tous les chiïtes ne sont pas d'accord. Les hezbollahis (Partisans de Dieu) ont refusé de participer à cette bataille.

En fait, le mouvement chiïte se divise en deux grands courants. Le premier, « libaniste », demande la modification du statut politique pour une plus grande part du pouvoir chiïte au sein de l'espace national. Amal, son bras politico-militaire, probablement l'organisation la plus populaire du Liban, est dirigé par un avocat de quarante-cinq ans considéré comme un modéré, Nabih Berri. Le second courant, fondamentalement différent, est religieux : les hezbollahis ne pensent pas en termes de Liban ou de monde arabe. Leur Etat, unique, doit être islamique. Selon un responsable musulman, Hezbollah est composé de dix-sept groupes, les uns financés et dirigés par la Libye, d'autres par l'O.L.P. ou par l'Iran. Point commun : « *Tous reçoivent des fonds par l'intermédiaire*

de l'ambassade d'Iran... à Damas. » Les pirates de l'air qui ont détourné le Boeing 727 de la T.W.A. appartiennent à l'un de ces groupes d'intégristes.

La semaine dernière, deux mille hezbollahis sont allés brandir le poing devant l'aéroport de Beyrouth. « *Khomeini est notre chef, marchons sur Jérusalem, chacun d'entre nous est une bombe vivante prête à exploser à la face de l'ennemi* », a hurlé, hystérique, un homme en cagoule. Les hezbollahis libanais voulaient jouer un remake de Téhéran 1979. Mais Beyrouth a tout juste sourcillé. L'aéroport est loin, et les slogans des « Fous de Dieu » ont fait moins de bruit que les bombes. Personne ne semble diriger tout le Parti de Dieu. Les militants hezbollahis reçoivent leurs ordres d'une dizaine de cheikhs de Beyrouth ou de Baalbek.

des armes, quelques matelas jetés sur le sol et une natte pour la prière sur une étagère. Dans chaque pièce les portraits de Moussa al-Sadr et de Khomeini. Ali est un homme doux et pieux. Lui ne porte plus les armes mais s'occupe d'action sociale. Il n'a pas rejoint ses frères hezbollahis « *trop conservateurs* ». A qui obéit le groupe ? A Amal, bien sûr. Mais sur le fond ? « *La religion pour nous, c'est l'Iran... la politique, c'est la Syrie.* » Tous ont des amis parmi les chiïtes détenus au camp israélien d'Atlit. Plein d'admiration pour les conducteurs des camions-suicide contre Tsahal, Ali désapprouve la prise en otage des quarante Américains. Il n'aime pas la méthode. Imad, de son côté, la trouve inefficace. Relâcher des otages ? « *Pas question.* » Sur ce point, la communauté chiïte est soudée, d'Imad le guerrier à Ali le



Trois pirates de l'air, en cagoule, tiennent une conférence de presse sur un camion à l'aéroport de Beyrouth, le 21 juin

Parmi eux, le cheikh Fadlallah est le plus important. Mais il est le guide spirituel, non le chef direct des hezbollahis.

Sur le terrain, dans l'esprit des miliciens, la bataille des chefs reste très floue. Ali et ses « frères » d'Amal vivent à quinze dans un bâtiment en ruine. A côté, hier, un franc-tireur a abattu une femme et sa fille. Dans les chambres, un poste de C.B. allumé en permanence ;

doux. D'abord la libération de ceux d'Atlit. Les otages américains sont bien traités, affirment les chiïtes : « *T.W.A., travel with Amal* », raille un milicien. Pour le prouver, Nabih Berri a organisé une conférence de presse en leur présence. Que peuvent donc dire des otages ? Arthur Toga, assistant en médecine à Washington, baisse la tête : « *Je veux rentrer à la maison.* » Barbu, les yeux rougis de

fatigue, visiblement éprouvé, il répète : « J'étais au mauvais endroit, au mauvais moment. » Même s'il le voulait, Berri n'aurait pas les moyens de faire libérer tous les otages américains. D'abord, Amal ne contrôle pas physiquement tous les passagers du Boeing. Les otages ont été divisés en quatre groupes et dispersés dans la banlieue de Beyrouth. Neuf d'entre eux, porteurs de noms à consonance juive ou de papiers militaires américains, sont sous le contrôle exclusif des hezbollahis. Libérer les prisonniers contre l'avis des hezbollahis impliquerait une « guerre » avec le Parti de Dieu. Amal ne peut pas prendre ce risque.

Périlleuse médiation. Mais si Berri réussissait, il verrait confirmer sa position de leader chiite, de négociateur international, d'homme clé au Liban et d'allié principal de la Syrie. Et il ferait oublier la bataille des camps où la Syrie, qui avait donné son feu vert pour éliminer l'O.L.P., a dû ordonner l'arrêt des combats. L'image d'Amal s'en trouve ternie. Pour se refaire une réputation, Nabih Berri voudrait mener à bien l'affaire des otages. Avec l'aide de la Syrie. Car Amal ne cache pas ses relations privilégiées avec Damas.

« Pas d'avenir sans harmonie avec les Syriens », affirme Nabih Berri, qui reconnaît avoir eu de nombreux contacts avec Damas sur la sécurité des otages. Et c'est peut-être à l'ins-



Nopués-Sygnm

tigation de la Syrie — qui joue de son côté une partie serrée avec les États-Unis — que le dirigeant chiite a proposé mercredi en fin de matinée de confier l'ensemble des otages, auxquels seraient ajoutés les deux Français Jean-Paul Kauffmann et Michel Seurat, à une ambassade occidentale en attendant la libération de tous les chiites retenus en Israël.

Jean-Paul Mari

SOMMET

L'Europe en chantant...

Les Douze auront bientôt leur hymne. Et, à Milan, les Français espèrent accorder tous les violons du projet Eurêka.

Le quatrième mouvement de la Neuvième de Beethoven deviendrait l'hymne de l'Europe. Son drapeau, ce serait un rectangle bleu avec douze étoiles dorées à cinq branches inscrites dans un cercle autour de la lettre E. On aurait aussi un Jour de l'Europe, une sorte de 14-Juillet pour trois cent vingt millions de citoyens, une chaîne de télé commune, un même permis de conduire, le droit de vote dans les élections locales, des diplômes communs ; mais pas de timbres-poste. Les Britanniques ont, là-dessus, un handicap conceptuel : ils ne sont pas encore mûrs, en tant que sujets de Sa Majesté, pour poster une lettre qui ne porterait pas l'effigie de la Reine.

En tout, trente mesures sont proposées pour que de Hambourg à Gibraltar et de Dublin à Athènes tout un chacun puisse vivre concrètement sa condition de citoyen de l'Europe. Si les grands dossiers de l'Europe technologique, du terrorisme ou de la réforme des institutions, qui sont sur la table du sommet de Milan en cette fin de semaine, sont trop difficiles à maîtriser, les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze pourront toujours prendre quelques-unes de ces mesures, à fort contenu symbolique et qui n'exigent qu'un faible engagement politique.

Il est vrai qu'au début de l'année encore on attendait bien autre chose de ce sommet de Milan : un grand bond en avant, une sorte de nuit du 4-Août, avec fortes hémorragies de souverainetés nationales, sur fond d'intime complicité franco-allemande. Puis on a déchanté. Il y a eu la cassure du sommet dès Sept à Bonn, où Kohl a pris le parti de Reagan contre Mitterrand. Et celle de la négociation agricole de Bruxelles, où le même Kohl a préféré les intérêts de ses petits agriculteurs à la cohésion d'une politique européenne. Restait à ramasser les morceaux.

Comment, dans ces conditions, aborder un pavé aussi ardu que le livre blanc présenté par Jacques Delors aux chefs d'Etat et de gouvernement au nom de la Commission de Bruxelles ? Il ne porte qu'un intitulé modeste : « l'Achèvement du marché intérieur. » Mais il ne propose pas moins de trois cents mesures pour supprimer avant 1992 toutes les barrières commerciales, douanières, fiscales et techniques, à l'intérieur de la Communauté. Trois cents mesures dont la mise en œuvre transformerait de fond en comble non pas le visage de l'Europe, mais son fonctionnement interne, le rythme de son activité économique, la vie de ses entreprises, de ses citoyens, de ses administrations. Et comment songer encore à réunir une nouvelle conférence de Messine, semblable à celle qui avait mis au point le traité de Rome et qui aurait eu pour mission, cette fois, de rédiger l'acte fondateur d'une véritable Union européenne ? C'est bien simple, on n'y songe plus. A la place, on examine à Milan les suggestions



Laurent Nabuis-Gamma

A Bonn, Kohl a pris le parti de Reagan contre Mitterrand. Maintenant, il faut recoller les morceaux

très pragmatiques des Britanniques sur la limitation de l'usage du veto, l'extension politique, avec la création d'un secrétariat commun. En fin de compte, c'est Londres, ex-mauvais élève de la Communauté, qui aura offert une porte de sortie aux chefs d'Etat et de gouvernement empêtrés dans les affaires européennes.

Quant à François Mitterrand, il aura réussi à faire entériner dès la veille du sommet de Milan le principe d'une réponse européenne au « défi technologique » de l'Amérique. D'abord, parce qu'il a mis de l'eau dans son vin, en admettant que l'initiative Eurêka n'était pas nécessairement incompatible avec les projets de défense stratégique de Reagan. Ensuite, parce que les Américains, dans leur égoïsme sacré, n'ont laissé aucune illusion aux Allemands : participer à l'I.D.S. ne donnera à la République fédérale aucun droit d'accès aux secrets de la technologie militaire américaine. Ce qui a amené un certain nombre de technocrates de l'entourage de Helmut Kohl, un moment séduits par les appels du Pentagone, à revenir à de meilleurs sentiments à l'égard des propositions françaises. Et les firmes privées ont déjà embrayé : Siemens l'allemande et Thomson la française ont décidé d'envisager des projets communs avec G.E.C. la britannique et Philips des Pays-Bas. Mais c'est en fin de compte à Milan qu'Eurêka devrait trouver sa véritable rampe de lancement.

François Schlosser